

N° 5372¹

CHAMBRE DES DEPUTES

2^{ème} Session extraordinaire 2004

PROJET DE LOI

portant modification de la loi du 20 décembre 2002 autorisant la participation de l'Etat à la construction par la Commune de Mamer d'un Centre Intégré pour Personnes Agées à Mamer

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(28.9.2004)

Par dépêche du 28 juillet 2004, le Conseil d'Etat a été saisi par le Premier Ministre, Ministre d'Etat, du projet de loi sous rubrique qui a été élaboré par la ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.

Au texte du projet de loi proprement dit étaient annexés un exposé des motifs comprenant une partie écrite et une partie graphique, la fiche financière prévue par l'article 79 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat ainsi qu'un avenant du 16 février 2004 à la convention modifiée du 29 septembre 1997 relative à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées entre l'Etat et la Commune de Mamer.

*

Les auteurs du projet de loi sous examen justifient l'amendement à apporter à la loi (4917) du 20 décembre 2002 par la décision de la Commune de Mamer de ne pas exploiter en régie propre le nouveau centre intégré, comme elle l'avait prévu initialement, mais d'en confier la gestion à un organisme spécialisé, exécutant sa mission de gestionnaire sous la surveillance de la Commune sur base d'un cahier des charges établi à ces fins. Le choix de l'organisme gestionnaire s'est entre-temps porté sur la Congrégation des Franciscaines de la Miséricorde de Luxembourg qui a accepté d'assumer l'exploitation du centre intégré pour compte de la Commune. Cette sous-traitance ne donne pas lieu à observation de la part du Conseil d'Etat, alors qu'il avait été convenu d'emblée entre l'Etat et la Commune que l'intervention financière du premier allait se limiter aux frais de construction du centre et que la seconde allait assumer la gestion sous sa propre responsabilité. Placé dans l'impossibilité de le vérifier, le Conseil d'Etat suppose néanmoins que, pour autant que prévu par la loi, la désignation du gestionnaire délégué du centre s'est faite dans le respect des conditions légales valant en matière de marchés publics.

Le fait de confier à la Congrégation des Franciscaines de la Miséricorde de Luxembourg la gestion effective du centre intégré a conduit, à la demande de celle-ci, à la modification de plusieurs fonctionnalités à la base du concept d'aménagement initial, entraînant notamment la décision d'augmenter la capacité d'accueil de 18 unités. Le centre intégré pour personnes âgées à Mamer pourra de ce fait accueillir non pas 120, mais 138 pensionnaires dans 126 chambres simples et 6 chambres doubles. Cette augmentation de capacité reste sans effet sur le coût unitaire par lit. Ce dernier passe de 148.736,11 euros (par lit) à la valeur 391,60 de l'indice moyen annuel des prix de la construction en 1989 à 209.736,95 euros (par lit) à la valeur 552,23 de cet indice ayant eu cours en 2001.

Dans ces conditions, la participation étatique restera limitée au taux de 80% retenu dans la convention initiale du 29 septembre 1997 entre l'Etat et la Commune de Mamer et correspondant par ailleurs aux principes arrêtés dans la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

Les auteurs du projet de loi ont suivi la proposition formulée dans l'avis précité du Conseil d'Etat du 18 juin 2002, en rattachant le montant de la dépense étatique à autoriser par le législateur à la valeur indiciaire des prix de la construction la plus récente, soit celle ayant cours au 1er avril 2004 (valeur 588,92).

*

Dans les conditions données, le projet de loi sous examen ne donne pas lieu à d'autres observations de la part du Conseil d'Etat, sauf qu'il préconise d'écrire la dénomination du centre intégré avec des minuscules conformément à la loi précitée du 20 décembre 2002 et qu'il voudrait relever qu'à l'instar d'autres lois du genre il y aurait, le cas échéant, intérêt à compléter ladite loi par un article supplémentaire permettant de déroger aux délais d'exécution fixés par la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics. Le Conseil d'Etat propose de lui donner le libellé suivant (l'article unique du projet de loi devenant l'article 1er):

„**Art. 2.** La loi du 20 décembre 2002 précitée est complétée par un article 4 libellé comme suit:

„**Art. 4.** Par dérogation à l'article 12b) de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, la durée des contrats et marchés relatifs aux travaux, fournitures et services à exécuter en vertu de la présente loi peut excéder trois exercices, y non compris celui au cours duquel ils ont été conclus.“ “

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat peut marquer son accord avec le projet de loi sous avis.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 28 septembre 2004.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES